

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2968

7 décembre 2012

SOMMAIRE

Belair Development S.A.	142419	Cebtimo SA	142449
Bela s.à r.l.	142420	Cebtimo SA	142449
BGL BNP Paribas Factor S.A.	142419	Chevron Luxembourg Overseas Finance S.à r.l.	142433
BHL S.A.	142420	Churchgate Capital Partners, S.à r.l.	142433
Bidibul Immobilier S.à r.l.	142418	Churchgate Capital SCA-SICAV-SIF	142464
Biloxi S.A.	142420	Cie Luxembourgeoise d'Activité Cynégéti- que S.A.	142433
Black & Decker International Holdings B.V.	142419	Citadelle Corporate Services S.à r.l.	142434
Black & Decker International Holdings B.V.	142421	ComLux Furniture Holding S.à.r.l.	142442
Blue Participations et Gestion	142421	Compagnie Financière d'Echternach S.A.- SPF	142434
Blue Sky Global Funds SIF	142418	Compagnie Financière d'Echternach S.A.- SPF	142434
BRE/Europe 4-P S.à r.l.	142432	Concordo S.à r.l.	142422
BRE/Europe Italy Hotel I S.à r.l.	142421	Continuous Improvement Job S.A.	142442
Bright Yellow Holding S.A.	142418	Cube Energy S.C.A.	142442
Broadstreet Mexico S.à r.l.	142418	Cube Environment S.C.A.	142442
Bunt	142421	Dominion Corporate Group S.A.	142464
Bunt	142432	Egerton S.à r.l.	142464
CAE Euroco S.à r.l.	142419	ITP S.A.	142455
CAE Investments	142442	IVG Cannon Street S.à r.l.	142455
Calico Immobilière S.A.	142443	JC International Distribution Services GmbH	142456
Capimmo S.A.	142448	JF Holding S.A.	142456
Capimmo S.A.	142443	Joh. A. Benckiser s.à.r.l.	142443
Capital International Emerging Markets Fund	142448	Joh. A. Benckiser s.à.r.l.	142456
Capital International Management Com- pany S.A.	142448	Jutland Retail	142456
Cappuccino Diekirch S.à r.l.	142448	Karabula Investments S.à r.l.	142457
Carbon 14 S.à r.l.	142432	Kronen Investments S.A.	142463
Carlisle Investment Group S.à r.l.	142420	Kronen Investments S.A.	142463
Castle Services S.à r.l.	142433	LBC II Goodwater Holdings S.à r.l.	142450
CBHM S.A.	142448	Lomiliux S.à r.l.	142435
CC Holdco (Luxembourg) S.à.r.l.	142448		

Blue Sky Global Funds SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé (en liquidation).

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 143.073.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Edita Demirovic

Mandataire

Référence de publication: 2012147563/13.

(120194861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Bright Yellow Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.603.

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 28 juin 2012 que:

Le mandat de commissaire aux comptes de la société Facts Services S.à.r.l. a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2013;

Le mandat d'administrateur de Monsieur Patrick Weber et Monsieur Derek Stuart Ruxton a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147564/14.

(120195071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Bidibul Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 147.575.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147572/10.

(120194744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Broadstreet Mexico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: MXN 250.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.471.

La Société a été transférée au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2653 du 3 décembre 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 janvier 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Broadstreet Mexico S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012147565/16.

(120194834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Belair Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 123.455.

—
Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de manière extraordinaire en date du 22/10/2012

L'assemblée constate que le mandat des administrateurs est arrivé à échéance.

L'assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur-délégué et président du Conseil d'Administration de M. Jean-Luc DOURSON, né le 5 décembre 1969 à Sarreguemines (F), demeurant professionnellement à L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Signature.

Référence de publication: 2012147569/14.

(120194562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

BGL BNP Paribas Factor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 16, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 107.880.

—
Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 2 avril 2012

M. Marcel HOH, administrateur de sociétés, a été nommé comme Administrateur-Directeur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BGL BNP Paribas Factor S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012147570/14.

(120194335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Black & Decker International Holdings B.V., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 9.200.000,00.**

Siège de direction effectif: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 68.227.

—
Le bilan consolidé de la société de droit étranger au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2012147575/14.

(120195064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

CAE Euroco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.918.200,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 70.621.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147600/11.

(120195166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Bela s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9512 Wiltz, 15, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 164.248.

—

Décisions collectives prises par les associés en date du 9 novembre 2012

L'an deux mil douze, le neuf novembre, les associés, détenant ensemble la totalité des parts de la société BELA S.à r.l., ont pris la résolution suivante:

Les associés décident de transférer le siège social de BELA S.à r.l. à l'adresse suivante:

15, route de Bastogne

L-9512 Wiltz

À noter également que la nouvelle adresse des associés-gérants, Madame Thi Kim T DUONG et Monsieur Vincent René REPAY est la suivante:

15, route de Bastogne, appartement 6, 2^{ème} étage à L-9512 Wiltz.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 9.11.2012.

Les associés

Référence de publication: 2012147568/19.

(120194423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

BHL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 106.695.

—

Le bilan et annexes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147571/9.

(120194748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Biloxi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 39.674.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147573/9.

(120194545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Carlisle Investment Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 144.258.

—

Il résulte de la résolution écrite du 4 mai 2012 des gérants de la société à responsabilité limitée, Carlisle Investment Group S.à r.l., que Carlisle Investment Group S.à r.l. a été notifiée de la cession de 625 parts sociales de Carlisle Investment Group S.à r.l. par Pillo Portsmouth Holding Company LLC, une société de droit américain dont le siège social est situé au 600 North Fairbanks Court, Unit 2107, 60611 Chicago, États-Unis d'Amérique, agissant comme cédant, à Victor Johannes Maarten Heggelman, domicilié à 9, Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012147586/16.

(120194404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Black & Decker International Holdings B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 9.200.000,00.

Siège de direction effectif: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 68.227.

Le bilan consolidé de la société de droit étranger au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012147576/14.

(120195065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

BRE/Europe Italy Hotel I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 111.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147582/9.

(120195132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Bunt, Société à responsabilité limitée,

(anc. Blue Participations et Gestion).

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 140.871.

Assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 2012

L'an deux mil douze, le trente octobre.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

- La société anonyme de droit belge CERVINIA, avec siège à B-1030 Bruxelles, 131, avenue Frans Courtens, inscrite à la BCE sous le numéro d'entreprise 0887.579.197, représentée aux fins des présentes par Monsieur Luciano DAL ZOTTO, administrateur de sociétés, demeurant à L-4423 Soleuvre, en vertu d'un pouvoir donné à Bruxelles, le octobre 2012.

Le prêtre pouvoir, après avoir été signé "ne varietur", restera annexé au présent acte pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès-qualités qu'il agit, est l'associé unique de la société à responsabilité limitée BLUE PARTICIPATIONS ET GESTION, avec siège social à L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.871, constituée originellement sous la dénomination de «ESCORIAL GESTION» suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 juillet 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 2 120 du 2 septembre 2008.

Les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant, en date du 28 septembre 2011, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 2 460 du 13 octobre 2011, en date du 30 septembre 2011, la société adoptant sa dénomination sociale actuelle, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 2 460 du 13 octobre 2011, et en date du 7 octobre 2011, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 2 520 du 19 octobre 2011.

Le comparant a prié le notaire instrumentant de dresser acte des déclarations et de la résolution qui suivent, que l'associé unique adopte en exerçant les pouvoirs attribués à l'Assemblée:

Résolution unique

La dénomination de la société est modifiée, la société adoptant la nouvelle dénomination de «BUNT».

Afin d'adapter les statuts à ce qui précède, l'article premier des statuts est rédigé comme suit:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «BUNT»..»

142422

Evaluation des frais

Les dépenses, charges, frais, rémunérations de toute nature qui incombent à la société en raison du présent acte sont estimés à la somme de mille cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé la présente minute avec le notaire.

Signé: L. DAL ZOTTO, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 novembre 2012. Relation: EAC/2012/14540. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, LE 13 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147577/46.

(120194570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Concordo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 173.127.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of November.

Before the undersigned, Maître Jean-Paul Meyers, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Virtue Trustees (BVI) Limited”, a limited liability company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, with its registered office at 3076 Sir Francis Drake’s Highway, P.O. Box 3463, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the ATU General Trust (BVI) Limited under number 1609741, and acting as trustee of the purpose trust known as The Global Vantage Purpose Trust, by virtue of a declaration of trust dated 22 September 2009 supplemented by a deed of appointment, retirement and indemnity dated 1st November 2012,

here represented by Maître Serge Zeien, lawyer, residing professionally at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney under private seal.

The said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of “Concordo S.à r.l.” (the Company) qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the Securitisation Act 2004).

Art. 2. Corporate object. The corporate objects of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004.

To that effect, the Company may, *inter alia*, acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or ownership of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (valeurs mobilières) of any kind whose value or return is linked to these risks. The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself in any other way. The method that will be used to determine the value of the securitised assets will be set out in the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind) and receivables, claims or

loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004 and for as long as it is necessary to facilitate the performance of its corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may issue (but not to the public) notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, warrants and any kind of debt or equity securities (including Genussscheine), including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending or such borrowing relates to securitisation transactions, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets or transfer its assets for guarantee purposes, unless permitted by the Securitisation Act 2004.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions for as long as such agreements and transactions are necessary to facilitate the performance of the Company's corporate objects. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The manager/board of managers is entitled to create one or more compartments (representing the assets of the Company relating to an issue by the Company of securities) corresponding each to a separate part of the Company's estate.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 100 (one hundred) shares with a nominal value of EUR 125 (one hundred and twenty-five Euro) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

In any case the requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of

the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

All board meetings shall be held in Luxembourg.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or e-mail, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or e-mail another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions circulated to the managers and signed by each and every manager. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Shareholders' representative. The sole shareholder or the shareholders (as the case may be) shall have the right to appoint a representative (the Observer) entitled to receive from the sole manager or the board of managers (as the case may be), upon request and to the extent legally permissible i) a copy of the resolutions adopted by the sole manager or the board of managers, ii) the audited annual accounts of the Company and iii) all financial statements as well as any corporate documents pertaining to the constitution of the Company. The Observer shall have the right to make written non-binding recommendations to the sole manager or the board of managers in relation to the management of the Company. For the avoidance of doubt, the right of the Observer is of an informative nature only and, under no account, can it be considered as a right to participate in the management of the Company.

Art. 17. Financial year. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 18. Financial statements. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s). The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Subject to the above, all distributable profits of the Company must be paid in the form of dividends to the holders of the shares at a time to be determined at its discretion by the competent body of the Company.

Art. 20. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders.

Art. 21. Statutory Auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or more independent statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditor(s) shall be appointed by the manager/board of managers in accordance with the Securitisation Act 2004. The manager/board of managers will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 22. Segregation of assets. If as of any payment date of the assets relating to a compartment (including a hedging agreement entered into by the Company in connection with a compartment) the total amount of monies received under the assets of that compartment exceeds the payments to be made by the Company under the same compartment, the manager/board of managers may use the excess amount to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

The assets allocated to a compartment are exclusively available to (1) the investors in that compartment (the Investors), (2) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Transaction Creditors), (3) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are not provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Compartment-Specific Claims Creditors and, together with the Transaction Creditors, the Creditors) and (4), subject to the provisions of the next following paragraph, the creditors whose claims have not arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a compartment and who have not waived their recourse to the assets of any compartment of the Company (the Non Compartment-Specific Claims Creditors).

The rights of the Non Compartment-Specific Claims Creditors shall be allocated by the manager/board of managers, on a half year basis in arrears, at the manager's/board of managers sole discretion to all or part of the compartments at the end of such half year period, in such proportion as is determined by the manager/board of manager at its absolute discretion, provided that the relevant issue documentation expressly authorises, and the investors have expressly accepted, that the Non Compartment-Specific Claims Creditors have recourse against the assets allocated to such

compartments. Such rights of Non Compartment-Specific Claims Creditors against a compartment are hereinafter referred to as the Pro Rata Rights.

The Investors and the Creditors acknowledge and accept that once all the assets allocated to the compartment under which they have invested or in respect of which their claims have arisen, have been realised, they are not entitled to take any further steps against the Company to recover any further sums due and the right to receive any such sum shall be extinguished. Each Non Compartment-Specific Claims Creditor acknowledges and accepts that once all the assets allocated to a compartment in respect of which it has Pro Rata Rights, have been realised, it is not entitled to take any further steps against the Company to recover such Pro Rata Rights and the right to receive any sum in respect of the Pro Rata Rights shall be extinguished.

The Compartment-Specific Claims Creditors and the Non Compartment-Specific Claims Creditors expressly accept, and shall be deemed to have accepted by entering into contractual obligations with the Company, that priority of payment and waterfall provisions will be included in the relevant issue documentations and they expressly accept, and shall be deemed to have accepted the consequences of such priority of payments and waterfall provisions.

The rights of the shareholders of the Company are limited to the assets of the Company which are not allocated to a compartment.

Art. 23. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company. In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any Investor in, and any Creditor and shareholder of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (the Contracting Party) agrees, unless expressly otherwise agreed upon in writing between the Company and the Investor, the Creditor or the Contracting Party, not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company, irrespective of whether the assets in question belong to (i) the compartment in respect of which the Investor has invested or in respect of which the Creditor or the Contracting Party have contractual rights against the Company, (ii) any other compartment or (iii) the assets of the Company which have not been allocated to a compartment (if any).

Art. 24. Subordination. Any claims which the shareholders of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company (including the Creditors) or any investors in the Company (including the Investors) may have.

The Investors accept and acknowledge that their rights under a compartment may be subordinated to the rights of other Investors under, and/or Creditors of, the same compartment.

Art. 25. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act and the Securitisation Act 2004 for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All 100 (one hundred) shares have been subscribed and fully paid-up via contribution in cash by Virtue Trustees (BVI) Limited acting as trustee of the purpose trust known as The Global Vantage Purpose Trust, prequalified, so that the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2013.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,100.-.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at 2 (two). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Gilles Jacquet, born on 7 February 1964 in Saint-Mard, France, professionally residing at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Gerard Alexander van Hunen, born on 15 September 1967 in 's-Gravenhage, The Netherlands, professionally residing at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office is established at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned notary has set his hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendzwoölf, am siebenundzwanzigsten November.

Vor Maître Jean-Paul Meyers, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCIENEN:

„Virtue Trustees (BVI) Limited“, eine auf den British Virgin Islands eingetragene Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 3076 Sir Francis Drake's Highway, P.O. Box 3463, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, eingetragen bei ATU General Trust (BVI) Limited unter der Nummer 1609741, treuhänderisch handelnd für den zweckgebundenen Trust bekannt als The Global Vantage Purpose Trust aufgrund einer Treuhandurkunde vom 22. September 2009 welche von einer Urkunde bezüglich der Nennung, des Rücktritts und der Entschädigung (des Treuhänders) vom 1. November 2012 ergänzt wurde;

vertreten durch Maître Serge Zeien, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vertreter des Erschienenen und den unterzeichnenden Notar, dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

In seiner oben angegebenen Eigenschaft ersucht der Erschienene den unterzeichnenden Notar, die Satzung der geschlossenen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung „Concordo S.à r.l.“, (die Gesellschaft), welche die Form einer Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des abgeänderten Verbriefungsgesetzes vom 22. März 2004 (das Verbriefungsgesetz) annimmt und dessen Regelungen und Bestimmungen unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist es, ein oder mehrere Verbriefungsgeschäfte im Rahmen des Verbriefungsgesetzes einzugehen oder als Verbriefungsmittel solche Geschäfte zu tätigen.

In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft, unter anderem, unmittelbar oder durch eine zwischengeschaltete juristische Person oder Vehikel, Risiken bezüglich der Beteiligung oder dem Eigentum an Forderungen, Außenständen und / oder an anderen Vermögenswerten oder Wirtschaftsgütern (einschließlich Wertpapieren aller Art), ob beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, sowie Risiken, die aus, von Dritten eingegangenen, Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten, oder sich auf alle oder Teile der Tätigkeiten von Dritten beziehen, erwerben oder eingehen in dem die Gesellschaft Wertpapiere jeglicher Art, dessen Wert oder Ertrag an diese Risiken gebunden ist, begibt. Die Gesellschaft kann diese Risiken eingehen oder erwerben durch jegliche Art von Aneignung von Forderungen, strukturierter Anlagen, Außenständen und / oder anderer Wirtschaftsgüter, strukturierter Produkte basierend auf Rohstoffen oder Vermögenswerten, durch die Absicherung von Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen Dritter oder durch jegliche weitere Art von eigenen Verpflichtung. Die Methode zur Beurteilung des Wertes der verbrieften Vermögenswerte wird in der relevanten Emissionsdokumentation dargelegt.

Die Gesellschaft kann, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar ist und dies mit Verbriefungsgeschäften zusammenhängt (i) mittel- oder unmittelbar, Beteiligungen, Rechte und Anteile sowie Schuldverschreibungen von luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften erwerben, halten und veräußern, (ii) Beteiligungen, Anleihen, Pfandbriefe, Schuldverschreibungen und andere Wertpapiere oder Finanzinstrumente aller Art (einschließlich Schuldverschreibungen, Anteile, Einheiten welche durch luxemburgische oder ausländische Anlagefonds oder ähnliche Unternehmen begeben wurden und wechselbare oder wandelbare Wertpapiere), strukturierte Produkte basierend auf Rohstoffen oder Vermögenswerten (einschließlich auf Schulden oder Kapital basierender Wertpapiere jeglicher Art) und Außenstände, Forderungen oder Darlehen oder andere kreditbasierte Verträge oder Vereinbarungen in diesem Zusammenhang durch Kauf, Zeichnung oder jeglicher anderer Art erwerben sowie auch durch Veräußerung, Tausch und jeglicher anderen Art übertragen und (iii) das Eigentum, die Verwaltung, die Entwicklung und das Management eines Portfolios solcher Vermögenswerte (einschließlich, unter anderen, der in (i) und (ii) aufgeführten Güter), unter Beachtung der relevanten Emissionsdokumentation, übernehmen.

Die Gesellschaft darf, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar und der Erreichung ihres Gesellschaftszwecks zuträglich ist, sich Finanzmittel und Kredite jeder Art beschaffen und Darlehensverträge abschließen. Die Gesellschaft kann (ohne sie der Öffentlichkeit zugänglich zu machen) Anleihen, Schuldverschreibungen (einschließlich wechselbarer oder wandelbarer Wertpapiere und Wertpapieren welche auf einem oder einer Gruppe von Indizes oder Aktien basieren), Pfandbriefe, Zertifikate, Aktien, Optionsscheine und jegliche Art von auf Schulden oder Kapital basierenden Wertpapieren (einschließlich Genussscheine), sowohl unter einem als auch unter mehreren Programmen, begeben. Die Gesellschaft kann ebenso Kredite an ihre Tochtergesellschaften, Schwestergesellschaften und an andere Gesellschaften

vergeben, dies auch dann, wenn sie entsprechende Mittel durch einen Kredit oder die Ausgabe von Wertpapieren bezieht, soweit dies im Rahmen des Verbriefungsgesetzes zulässig ist und die Darlehensvergabe und Kreditaufnahme in Zusammenhang mit Verbriefungsgeschäften stehen.

Die Gesellschaft darf, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar ist, Garantien und Sicherheiten über ihre Aktiva gewähren um ihre Verpflichtungen aus der Verbriefung dieser Vermögenswerte, die Investoren (einschließlich ihrer Treuhänder und Vertreter, sofern vorhanden) und / oder jegliche an einer Verbriefungstransaktion teilnehmende emittierende juristische Person besichern. Sie darf nicht ihre Aktiva ganz oder teilweise verpfänden, abtreten, belasten oder auf jede andere Art belasten oder ihre Aktiva zu Garantie Zwecken übereignen, außer dies wäre gemäß dem Verbriefungsgesetz zulässig.

Die Gesellschaft darf Swaps, Futures, Forwards, Derivate, Optionen, Rückkauf- und Wertpapierdarlehensgeschäfte sowie vergleichbare Transaktionen abschließen und ausführen, sofern solche Vereinbarungen oder Transaktionen der Erreichung des Gesellschaftszwecks zuträglich sind. Die Gesellschaft darf grundsätzlich alle Investmenttechniken und Investmentinstrumente zum Zwecke der wirtschaftlichen und effizienten Verwaltung ihrer Investitionen verwenden, einschließlich aber nicht ausschließlich solcher Techniken und Instrumente, die der Absicherung gegen Kreditrisiken, Wechselkursrisiken von Devisen, Zinssatzrisiken sowie sonstiger Risiken dienen.

Der Geschäftsführer bzw. der Geschäftsführerrat ist berechtigt ein oder mehrere Teilvermögen zu errichten (diese entsprechen dem Vermögen der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe, durch die Gesellschaft von Wertpapieren). Jedes Teilvermögen entspricht einem unterschiedlichen Bestandteil des Gesellschaftsvermögens.

Die vorangegangenen Schilderungen verstehen sich in ihrem weitesten Sinn und es soll sich hierbei nicht um eine abschließende Aufzählung handeln. Der Gesellschaftszweck soll ebenfalls jede Transaktion oder Vereinbarung umfassen welche von der Gesellschaft eingegangen wird, sofern diese nicht den vorhergehend aufgezählten Zwecken widerspricht.

Die Gesellschaft nimmt, im Allgemeinen, sämtliche Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen und führt jegliche Operation oder Transaktion, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung des Gesellschaftszwecks als notwendig oder zuträglich erachtet, im weitesten, unter dem Verbriefungsgesetz zulässigen Ausmaß aus.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des alleinigen Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats (je nachdem) verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im In- und Ausland errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro), eingeteilt in 100 (einhundert) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 125 (einhundertfünfundzwanzig Euro) pro Anteil.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß Artikel 15 dieser Satzung durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines Alleingeschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Geschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln der überlebenden Geschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (Gesetz von 1915) eingehalten werden.

Art. 10. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Gesellschafterversammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingeschaftersbeschluss zu den in dem zum Eigenanteilserwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit den in Artikel 15 der Satzung niedergelegten Voraussetzungen einer Satzungsänderung.

Art. 11. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Gesellschafter. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Zahlungsunfähigkeit oder dem Konkurs eines Gesellschafters. Dies gilt auch im Falle eines Alleingesellschafters.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt werden, bilden sie einen Geschäftsführerrat. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter sein. Die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, abberufen und ersetzt, wobei eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertritt.

Der Geschäftsführerrat darf einen Vorsitzenden auf Zeit für jede Sitzung des Geschäftsführerrates wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende auf Zeit, sofern einer gewählt worden ist, wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

Der oder die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, sofern die Regelungen dieses Artikels 12 beachtet werden.

Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat, ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet. Der Geschäftsführerrat ist berechtigt zwischen den Geschäftsführern einen geschäftsführenden Direktor zu wählen welcher durch seine alleinige Unterschrift die Gesellschaft verpflichten kann, sofern er die Befugnisse des Geschäftsführerrates nicht überschreitet.

Die Gesellschafterversammlung, der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat kann seine Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad-hoc-Bevollmächtigte delegieren. Die Gesellschafterversammlung, der Geschäftsführer, oder im Fall von mehreren Geschäftsführern, der jeweilige oder die jeweiligen Geschäftsführer, die ihre Befugnisse delegieren legen die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (wenn das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

Alle Sitzungen des Geschäftsführerrates werden in Luxemburg stattfinden.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, werden die Beschlüsse des Geschäftsführerrates mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Wenn die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, können Beschlüsse nur gefasst werden und kann der Geschäftsführerrat nur handeln, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, muss jede Sitzung wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Wenn alle Geschäftsführer, ob anwesend oder vertreten, in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich anwesend; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten, bestehen die die Beschlüsse erhalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift.

Art. 13. Verbindlichkeiten des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer (je nachdem) haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Art. 14. Generalversammlung der Gesellschafter. Eine jährliche Generalversammlung des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

Andere Versammlungen des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern, der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

Solange die Gesellschaft nicht mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

Art. 15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Ein Alleingesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Änderungen der Satzung der Gesellschaft können, sofern das Gesetz von 1915 nichts anderes zulässt, jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten; die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig beschlossen werden.

Art. 16. Vertreter der Gesellschafter. Der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafter (je nachdem) sollen das Recht haben einen Vertreter zu bestellen (der Beobachter) welcher berechtigt sein soll vom alleinigen Geschäftsführer oder vom Geschäftsführerrrat (je nachdem), nach Anfrage und sofern zulässig, i) eine Kopie der Beschlüsse die vom alleinigen Geschäftsführer oder dem Geschäftsführerrrat, ii) den geprüften Jahresabschluss der Gesellschaft und iii) sowohl alle Finanzberichte als auch alle im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft bestehenden gesellschaftsrechtlichen Dokumente, zu erhalten. Der Beobachter soll das Recht haben schriftliche, nicht verpflichtende Empfehlungen gegenüber dem alleinigen Geschäftsführer oder dem Geschäftsführerrrat bezüglich der Leitung der Gesellschaft zu formulieren. Um jeglichen Zweifel auszuschließen, die Rechte des Beobachters sind rein informativer Natur und können keinesfalls als ein Recht zur Teilnahme an der Leitung der Gesellschaft ausgelegt werden.

Art. 17. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 18. Finanzberichte. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn und Verlustrechnung vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, vom Geschäftsführerrrat, aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 19. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht.

Der restliche Nettogewinn kann an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Der Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrrat kann beschließen Zwischendividenden auszuzahlen.

Vorbehaltlich des oben stehenden, sollen alle verfügbaren Gewinne der Gesellschaft als Dividenden den Gesellschaftern zu einem bestimmten Zeitpunkt, welcher der Entscheidung des zuständigen Organs unterliegt, ausgeschüttet werden.

Art. 20. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt. Sofern nicht anders vorgesehen, sollen die Liquidatoren die weitest möglichen Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und zur Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft haben.

Die, nach Verwertung der Vermögenswerte, entstandenen Liquidationserlöse werden nach Zahlung der Verbindlichkeiten an die Gesellschafter verteilt.

Art. 21. Kontrolle. Die Tätigkeiten der Gesellschaft sollen durch einen oder mehrere unabhängige zugelassene Abschlussprüfer (réviseurs d'entreprise agréés) kontrolliert werden. Die zugelassenen Abschlussprüfer sollen durch den Geschäftsführer / den Geschäftsführerrrat gemäß dem Verbriefungsgesetz bestellt werden. Der Geschäftsführer / Geschäftsführerrrat bestimmt ihre Anzahl, ihre Vergütung und die Laufzeit des Auftrags.

Art. 22. Trennung der Vermögenswerte. Wenn am Zahlungstag der zu einem Teilvermögen zugehörigen Vermögenswerte (einschließlich der durch die Gesellschaft abgeschlossenen Sicherungsverträge bezüglich eines Teilvermögens) die komplette Menge an Geldern die im Zusammenhang mit diesem Teilvermögen empfangen wurde, die Zahlungen welche die Gesellschaft in diesem Teilvermögen zu leisten hat, übersteigen, kann der Geschäftsführer / der Geschäftsführerrrat die überschüssige Summe dazu nutzen die Forderungen der Gläubiger der Gesellschaft zu bezahlen, welche nicht einem bestimmten Teilvermögen zugewiesen werden können.

Die einem Teilvermögen zugewiesenen Vermögenswerte stehen ausschließlich (1) den Investoren in dieses Teilvermögen zur Verfügung (die Investoren), (2) den Gläubigern zur Verfügung, dessen Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung des Teilvermögens entstanden sind und die in den Regelungen zur Zahlungsrangfolge in der relevanten Emissionsdokumentation berücksichtigt sind (die Transaktionsgläubiger), (3) den Gläu-

bigern zur Verfügung, dessen Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung des Teilvermögens entstanden sind und die nicht in den Regelungen zur Zahlungsrangfolge in der relevanten Emissionsdokumentation berücksichtigt sind (die Gläubiger von teilvermögensspezifischen Forderungen, und zusammen mit den Transaktionsgläubigern, die Gläubiger) und (4) sofern die Bedingungen des folgenden Paragraphen berücksichtigt werden, den Gläubigern zur Verfügung, dessen Forderungen nicht im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung eines Teilvermögens entstanden sind und die nicht auf ihren Rückanspruch auf die Vermögenswerte aller Teilvermögen der Gesellschaft verzichtet haben (die Gläubiger von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen).

Die Rechte der Gläubiger von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen sollen gleichmäßig oder ungleichmäßig, durch die alleinige Entscheidung und im Ermessen des Geschäftsführers/Geschäftsführerrates, halbjährlich rückwirkend, allen oder nur verschiedenen Teilvermögen zugewiesen werden, sofern die relevante Emissionsdokumentation und die Investoren ausdrücklich Gläubigern von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen erlauben auf Vermögenswerte dieser Teilvermögen zuzugreifen. Solche Rechte von Gläubigern von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen auf ein Teilvermögen werden nachstehend als Pro Rata Rechte bezeichnet.

Die Investoren und Gläubiger bestätigen und akzeptieren dass sobald alle zu dem Teilvermögen, in das sie investiert haben oder durch das ihre Forderungen entstanden sind, zugehörigen Vermögenswerte verwertet wurden, ihnen keine weiteren Schritte gegen die Gesellschaft zur Wiedererlangung zusätzlicher Summen offen stehen und das Recht solche Summen zu empfangen, erloschen ist. Die Gläubiger von nichtteilvermögensspezifischen Forderungen bestätigen und akzeptieren, dass sobald alle zu einem Teilvermögen, in dem sie Pro Rata Rechte besitzen, zugehörigen Vermögenswerte verwertet wurden, ihnen keine weiteren Schritte gegen die Gesellschaft zur Durchsetzung dieser Pro Rata Rechte offen stehen und das Recht jedwede Summe aufgrund solcher Pro Rata Rechte zu empfangen, erloschen ist.

Die Gläubiger von teilvermögensspezifischen und nichtteilvermögensspezifischen Forderungen akzeptieren ausdrücklich, und ihre Annahme wird im Falle von vertraglichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft vorausgesetzt, dass die Zahlungsrangfolge und die waterfall Regelungen in die relevante Emissionsdokumentation eingefügt werden und dass sie die Konsequenzen dieser Zahlungsrangfolge und der waterfall Regelungen ausdrücklich akzeptieren und gegebenenfalls diese Annahme vorausgesetzt wird.

Die Rechte der Gesellschafter sind auf diejenigen Vermögenswerte begrenzt, die nicht einem Teilvermögen zugewiesen wurden.

Art. 23. Verbot einen Insolvenzantrag für die Gesellschaft zu stellen oder die Vermögenswerte der Gesellschaft zu pfänden. Gemäß Artikel 64 des Verbriefungsgesetzes erklärt sich jeder Investor, jeder Gläubiger und Gesellschafter der Gesellschaft und jede Person welche in vertragliche Beziehungen mit der Gesellschaft getreten ist (die Vertragspartei) bereit, außer es wurde ausdrücklich und schriftlich Gegenteiliges zwischen der Gesellschaft, dem Investor, dem Gläubiger und der Vertragspartei vereinbart, (1) keinen Insolvenzantrag oder in sonstiger Weise die Eröffnung eines Gesamtvollstreckungs- oder Sanierungsverfahrens im Hinblick auf die Gesellschaft zu stellen oder zu beantragen oder (2) keinerlei Vermögenswerte der Gesellschaft zu pfänden, ungeachtet dessen, dass die betroffenen Vermögenswerte (i) dem Teilvermögen angehören, in das der Investor investiert hat oder durch das dem Gläubiger oder der Vertragspartei vertragliche Rechte gegen die Gesellschaft zustehen, (ii) jeglichem anderen Teilvermögen angehören oder (iii) zu den Vermögenswerten der Gesellschaft gehören welche keinem Teilvermögen zugewiesen wurden (sofern vorhanden).

Art. 24. Rangrücktritt. Jegliche Forderung die ein Gesellschafter (in dieser Eigenschaft) gegen die Gesellschaft geltend machen kann, tritt gegenüber den Forderungen jeglicher Gläubiger der Gesellschaft (einschließlich der oben definierten Gläubiger) und jeglicher Investoren in die Gesellschaft (einschließlich der oben definierten Investoren) im Rang zurück.

Die Investoren akzeptieren und bestätigen, dass ihre Rechte an einem Teilvermögen hinter die Rechte anderer Investoren, und / oder Gläubiger, in demselben Teilvermögen im Rang zurücktreten können.

Art. 25. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Verbriefungsgesetz und dem Gesetz von 1915.

Zeichnung und Einzahlung

Alle 100 (einhundert) Anteile wurden gezeichnet und vollständig in bar durch Virtue Trustees (BVI) Limited, treuhänderisch handelnd für den allgemeinen Trust bekannt als The Global Vantage Purpose Trust, eingezahlt, so dass die Summe von EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2013.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die für die Gesellschaft durch diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.100,-.

Generalversammlung der Gesellschafter nach der Gründung

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der oben genannte Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital auf sich vereinigt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Geschäftsführerrat hat 2 (zwei) Mitglieder. Zu den Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für eine unbestimmte Zeit, ernannt:

- Herr Gilles Jacquet, geboren am 7. Februar 1964 in Saint-Mard, Frankreich, mit Berufsanschrift in 40, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

- Herr Gerard Alexander van Hunen, geboren am 15. September 1967 in 's-Gravenhage, Die Niederlande, mit Berufsanschrift in 40, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Der Sitz der Gesellschaft wird unter folgender Anschrift eingerichtet: 40, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Worüber die vorliegende Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wurde.

ZU URKUNDE DESSEN, der unterzeichnende Notar, seine Unterschrift und sein Siegel an dem oben genannten Datum unter diese Urkunde setzt.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden haben der Bevollmächtigte des Erschienenen mit dem unterzeichnenden Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Zeien, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 30 novembre 2012. Relation: RED/2012/1596. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, ausgedruckt auf Normalpapier zwecks Eintragung beim Handels- und Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 30. November 2012.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2012156881/572.

(120207657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2012.

BRE/Europe 4-P S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 128.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147583/9.

(120195005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Bunt, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 140.871.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147584/9.

(120194746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Carbon 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1854 Luxembourg, 11, rue Aloyse Kayser.

R.C.S. Luxembourg B 138.581.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arlon, le 8/11/2012.

CARBON 14 SARL

SUD FIDUCIAIRE SPRL

Référence de publication: 2012147585/12.

(120194527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Castle Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 152.622.

Il est à noter que l'associé unique a changé d'adresse et est maintenant situé au 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2012147587/13.

(120194852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Chevron Luxembourg Overseas Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 24.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 172.364.

EXTRAIT

En date du 23 octobre 2012, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- Cornelis Johannes van Klink, avec adresse professionnelle au 33 Hofplein, 3011 AJ Rotterdam, Pays-Bas, est élu nouveau gérant A de la Société avec effet au 23 octobre 2012 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147588/14.

(120194710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Churchgate Capital Partners, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 165.505.

Il résulte d'une décision prise par le conseil de gérance en date du 09 juillet 2012 que le siège social de la société a été transféré du 11, boulevard de la Foire au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 26 avril 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012147589/14.

(120194402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

CLAC, Cie Luxembourgeoise d'Activité Cynégétique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 79.291.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue de façon exceptionnelle en date du 26 octobre 2012

L'Assemblée décide de renouveler avec effet au 5 juin 2012 le mandat des administrateurs:

Madame Lucy DUPONG, Administrateur,

Monsieur Jean-Louis WAUCQUEZ, Administrateur,

Monsieur Christophe BLONDEAU, Administrateur et Président du Conseil d'Administration.

Ainsi que du Commissaire aux Comptes:

H.R.T. Révision S.A. ayant son siège social au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen

Jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2018.

Changement d'adresse

La société a été informée du changement d'adresse de Monsieur Christophe Blondeau, administrateur de la société ainsi que du commissaire aux comptes H.R.T. Révision S.A. ayant désormais leur adresse professionnelle au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cie Luxembourgeoise d'Activité Cynégétique SA. (en abrégé CLAC)

Référence de publication: 2012147590/21.

(120195080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Citadelle Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 165.453.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147591/10.

(120194678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Compagnie Financière d'Echternach S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 14.187.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147592/10.

(120194352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Compagnie Financière d'Echternach S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 14.187.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 27 mars 2012

Conseil d'Administration

L'assemblée générale a décidé de renouveler le mandat des administrateurs pour une durée de 6 ans. Suite à cette décision, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2018 est composé comme suit:

- MANGEN Fons, Réviseur d'Entreprises, 147 rue de Warcken, L-9088 Ettelbruck
- REUTER-BONERT Carine, Employée Privée, 5 rue des Champs, L-3332 Fennange
- ANTOINE Jean-Hugues, Comptable, 7 rue de la Sartelle, B-6810 Izel

Commissaire aux comptes

L'assemblée générale a décidé de ne plus renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes de M. MAQUA Dominique et a décidé de nommer en son remplacement pour une durée de 6 ans, son mandat venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2018, la société RAMLUX S.A., 9b bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Fons MANGEN
Administrateur

Référence de publication: 2012147593/24.

(120194371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Lomilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.500.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 157.567.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-sixth day of October.

Before Us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

Mr. Antonio Foglia, born on February 16, 1960 in Sorengo, Switzerland, and having his address at 26 Chester Street, SW1X 7BL London - United Kingdom (the "Sole Shareholder").

Hereby represented by Mr. Régis Galiotto, residing professionally in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Lomilux S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on December 10, 2010, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.567 (the "Company").

II.- That the 15,000 (fifteen thousand) shares of a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Reclassification of the 15,000 (fifteen thousand) shares issued by the Company, having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, into:
 - 5,000 (five thousand) ordinary shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class A shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class B shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class C shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class D shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class E shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class F shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class G shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class H shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
 - 1,000 (one thousand) class I shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each; and
 - 1,000 (one thousand) class J shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
3. New composition of the shareholding of the Company;
4. Subsequent amendment of article 6.1 and insertion of a new article 6.7 of the articles of association of the Company in order to reflect resolution 2. above; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved that the Sole Shareholder waives his right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon

all the items of the agenda. It is further resolved that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow him to examine carefully each document.

Second resolution

It is resolved to reclassify the 15,000 (fifteen thousand) shares issued by the Company, having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, into:

- 5,000 (five thousand) ordinary shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class A shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class B shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class C shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class D shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class E shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class F shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class G shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class H shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 1,000 (one thousand) class I shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each; and
- 1,000 (one thousand) class J shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the Sole Shareholder holds all the shares issued by the Company as follows:

	Antonio Foglia
Ordinary shares	5,000
Class A shares	1,000
Class B shares	1,000
Class C shares	1,000
Class D shares	1,000
Class E shares	1,000
Class F shares	1,000
Class G shares	1,000
Class H shares	1,000
Class I shares	1,000
Class J shares	1,000

The notary acts that all the shares mentioned above, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fourth resolution

Further to resolution 2. above, it is resolved to amend article 6.1 of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

" **Art. 6.1. Subscribed share capital.** The Company's share capital is set at EUR 1,500,000.- (one million five hundred thousand Euros), represented by 15,000 (fifteen thousand) shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, divided into (i) by 5,000 (five thousand) ordinary shares (the "Ordinary Shares ") and (ii) ten classes of shares as follows:

- 1,000 (one thousand) class A shares (the "Class A Shares ");
 - 1,000 (one thousand) class B shares (the "Class B Shares ");
 - 1,000 (one thousand) class C shares (the " Class C Shares");
 - 1,000 (one thousand) class D shares (the "Class D Shares ");
 - 1,000 (one thousand) class E shares (the " Class E Shares");
 - 1,000 (one thousand) class F shares (the "Class F Shares ");
 - 1,000 (one thousand) class G shares (the "Class G Shares ");
 - 1,000 (one thousand) class H shares (the "Class H Shares ");
 - 1,000 (one thousand) class I shares (the "Class I Shares "); and
 - 1,000 (one thousand) class J shares (the "Class J Shares "),
- all having a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each.

All the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares will be collectively referred to as the "Classes of Shares" as the case may be, or individually as a "Class of Shares". All the Ordinary Shares and the Classes of Shares will be collectively referred to as the "shares" as the case may be, or individually as a "share".

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one-man company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing."

In addition, it is resolved to insert a new article 6.7 of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

" **Art. 6.7. Redemption of shares.** The Company shall have power to redeem one or more entire Class(es) of Shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such Class(es) of Shares.

Such redeemed Class(es) of Shares shall be cancelled through a reduction of the share capital.

Such repurchase of Class(es) of Shares shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The repurchase and cancellation of shares shall (i) be made in the reverse alphabetical order of the Classes of Shares in issuance (starting with Class J Shares) and (ii) always be made on all the shares of the Class of Shares concerned.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (i) such Class of Shares gives right to the Total Cancellation Amount (as defined below) to the holders thereof pro rata to their holding in such class (with the limitation however to the Available Amount (as defined below)) and (ii) the holders of shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each share of the relevant Class of Shares held by them and cancelled.

Upon repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class(es) of Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

For the purpose of this article 7., the capital terms mentioned above shall have the following meaning:

Available Amount means the total amount of net profits of the Company, including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved, increased by (i) any freely distributable reserves (excluding, for the avoidance of doubt, any share premium) including all funds available for distribution plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, (ii) the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Shares to be cancelled, knowing that the amount to be distributed may not exceed the total available sums for distribution as calculated in accordance with Article 72.2 b) of the Law, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles, each as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits), including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved

P = any freely distributable reserves (to the exclusion of share premium)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

Cancellation Value Per Share shall be an amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers or the sole manager (as the case may be) in accordance with article 72.2 b) of the Law and approved by the general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each Class of Shares shall be the Available Amount of such class as at the time of its cancellation. Nevertheless the board of managers or the sole manager (as the case may be) may provide for a Total Cancellation Amount different from the Available Amount provided however that (i) the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount, (ii) such different Total Cancellation Amount

shall be notified by the board of managers or the sole manager (as the case may be) to all the shareholders of the Company through written notice and that (iii) this Total Cancellation Amount has not been disputed in writing by any shareholder of the Company within 3 (three) days following receipt of the written notice from the board of managers or the sole manager (as the case may be).

Interim Accounts means the interim accounts of the Company, including a profit and loss account made in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles, as at the relevant Interim Account Date.

Interim Account Date means the date no earlier than 8 (eight) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.

Subject to the prior repurchase of all Classes of Shares, the Company may redeem Ordinary Shares.

The repurchase of Ordinary Shares shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

If the repurchase price for the Ordinary Shares is in excess of the nominal value of the Ordinary Shares to be redeemed, such repurchase may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about one thousand eight hundred Euros (1,800.- Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notary deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, having signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-sixième jour du mois d'octobre.

Par-devant Nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes.

A comparu:

M. Antonio Foglia, né le 16 février 1960 à Sorengo, Suisse, et ayant son adresse sise au 26 Chester Street, SW1X 7BL Londres - Royaume-Uni (l'«Associé Unique»).

Ici représenté par M. Régis Galiotto, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing-privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telle que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Lomilux S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social sis au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte notarié dressé par Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, le 10 décembre 2010, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151.567 (la «Société»).

II.- Que les 15.000 (quinze mille) parts sociales d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour desquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Reclassification des 15.000 (quinze mille) parts sociales émises par la Société, ayant une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune, en:

- 5.000 (cinq mille) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe C d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe D d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe E d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe F d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe G d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe H d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe I d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune; et
- 1.000 (mille) parts sociales de classe J d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;

3. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

4. Modifications subséquentes de l'article 6.1 et insertion d'un nouvel article 6.7 des statuts de la Société afin de refléter la résolution 2. ci-dessus;

5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par les Associés, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

Il est décidé de reclassifier les 15.000 (quinze mille) parts sociales émises par la Société, ayant une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune, en:

- 5.000 (cinq mille) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe C d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe D d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe E d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe F d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe G d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe H d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;
- 1.000 (mille) parts sociales de classe I d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune; et
- 1.000 (mille) parts sociales de classe J d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune;

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'Associé Unique détient toutes les parts sociales émises par la Société, comme suit:

	Antonio Foglia
Parts sociales ordinaires	5.000
Parts sociales de classe A	1.000
Parts sociales de classe B	1.000
Parts sociales de classe C	1.000
Parts sociales de classe D	1.000
Parts sociales de classe E	1.000
Parts sociales de classe F	1.000
Parts sociales de classe G	1.000
Parts sociales de classe H	1.000
Parts sociales de classe I	1.000
Parts sociales de classe J	1.000

Le notaire acte que toutes les parts sociales mentionnées ci-dessus, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessus.

Quatrième résolution

Suite à la résolution 2. ci-dessus, il est décidé de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société afin de les lire comme suit:

« **Art. 6.1. Capital social souscrit.** Le capital social de la Société est fixé à 1.500.000.- EUR (un million cinq cent mille Euros), représenté par 15.000 (quinze mille) parts sociales d'une valeur nominale de 100.- EUR (cent Euros) chacune, divisé en (i) 5.000 (cinq mille) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires») et (ii) dix classes de parts sociales comme suit:

- 1.000 (mille) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales de Classe D»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales de Classe E»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe G (les «Parts Sociales de Classe G»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe H (les «Parts Sociales de Classe H»),
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe I (les «Parts Sociales de Classe I»), et
 - 1.000 (mille) parts sociales de classe J (les «Parts Sociales de Classe J»),
- toutes ayant une valeur nominale de 100.- (cent Euros) chacune.

Toutes les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H, les Parts Sociales de Classe I et les Parts Sociales de Classe J seront collectivement désignées comme les «Classes de Parts Sociales» selon le cas, ou individuellement comme la «Classe de Parts Sociales». Toutes les Parts Sociales Ordinaires et les Classes de Parts Sociales seront désignées collectivement comme «parts sociales» selon le cas, ou individuellement comme «part sociale».

Pour le moment et tant que les parts sociales sont détenues un associé unique, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans ce contexte, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, s'appliqueront, ce qui implique que chaque décision de l'associé unique et que chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée en son nom doit être établi par écrit.»

En outre, il est décidé d'insérer un nouvel article 6.7 des statuts de la Société, afin de le lire comme suit:

« **Art. 6.7. Rachat des parts sociales.** La Société est autorisée à racheter une ou plusieurs Classe(s) de Parts Sociales entière(s) par le rachat et l'annulation de toutes les parts sociales émises dans une/de telle(s) Classe(s) de Parts Sociales.

De telle(s) Classe(s) de Parts Sociales rachetées seront annulées au moyen d'une diminution du capital social.

Un tel rachat de Classe(s) de Parts Sociales sera décidé par une résolution prise en assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Le rachat et l'annulation de parts sociales sera (i) réalisé dans l'ordre alphabétique inversé des Classes de Parts Sociales émises (en commençant par les Parts Sociales de Classe J) et (ii) toujours effectué pour toutes les parts de la Classe de Parts Sociales concernée.

Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Classe de Parts Sociales (i) cette Classe de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs, au prorata de leurs détentions dans cette classe (dans la limite cependant du Montant Disponible (tel que défini ci-dessous)), au Montant Total d'Annulation (tel que défini ci-dessous) et (ii) les détenteurs de parts sociales dans la Classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal au Montant d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chaque part sociale de la Classe de Parts Sociales concernée, détenue par eux et annulée.

Au rachat et à l'annulation des parts sociales de la/des Classe(s) de Parts Sociales concernées, le Montant d'Annulation par Part Sociale sera due et exigible par la Société.

Pour les besoins du présent article 7., les termes en majuscule mentionnés ci-dessus auront la signification suivante:

Montant Disponible	Signifie le montant total des bénéfices nets de la Société, y compris les bénéfices réalisés depuis la fin de la dernière année sociale pour laquelle les comptes annuels ont été approuvés, augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables (excluant, afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) incluant tous les fonds disponibles pour la distribution ainsi que tous bénéfices reportés et prélèvement effectués sur les réserves disponibles à cet effet, (ii) le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la/les Classe(s) de Parts Sociales à annuler, sachant que le montant à distribuer ne peut excéder la totalité des sommes
--------------------	---

disponibles pour la distribution telle que calculée conformément à l'article 72-2 b) de la Loi, mais diminué de (i) toutes pertes (incluant les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à porter en réserve(s) en vertu d'une obligation légale ou statutaire, tel que décrits dans les Comptes Intérimaires afférents (pour lever tout doute, sans double calcul) de sorte que:

$$MD = (PN + PE + RC) - (P + RL)$$

où:

MD = Montant Disponible

PN = bénéfices nets (incluant les profits reportés), incluant les profits/bénéfices faits depuis la fin de la dernière année sociale pour lesquels les comptes annuels ont été approuvés

P = toutes réserves librement distribuables (à l'exclusion de la prime d'émission)

RC = montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la Classe de Parts Sociales devant être annulée

P = pertes (incluant les pertes reportées)

RL = toutes sommes qui devront être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des Statuts.

Montant d'Annulation par Part Sociale	Sera le montant calculé en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de parts sociales émises dans une Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.
Montant Total d'Annulation	Sera le montant déterminé par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) en conformité avec l'article 72.2 b) de la Loi et approuvé par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) sur la base des Comptes Intérimaires afférents. Le Montant Total d'Annulation pour chaque Catégorie de Parts Sociales sera le Montant Disponible de ladite catégorie au moment de son annulation. Néanmoins, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) peut envisager/ fournir un Montant Total d'Annulation différent du Montant Disponible à condition que (i) le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible, (ii) un tel Montant Total d'Annulation différent devra être notifié par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) à tous les associés de la Société par une notice écrite et que (iii) le Montant Total d'Annulation n'a pas été contesté par écrit par un associé de la Société dans les 3 (trois) jours suivant la réception de la notice écrite du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant).
Comptes Intérimaires	Signifie les comptes intérimaires de la Société, incluant un compte de profits et pertes fait en accord avec les Principes Comptables Généralement Acceptés au Luxembourg, à la Date des Comptes Intérimaires concernés.
Date des Comptes Intérimaires	Signifie la date qui n'étant pas inférieure à huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Classe de Parts Sociales concernée.

Moyennant le rachat préalable de toutes les Classes de Parts Sociales, la Société peut racheter des Parts Sociales Ordinaires.

Le rachat des Parts Sociales Ordinaires sera décidé par une résolution prise en assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Si le prix de rachat des Parts Sociales Ordinaires excède la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires devant être rachetées, ce rachat pourra seulement être décidé dans la mesure où des sommes distribuables suffisantes sont disponibles eu égard à ce prix de rachat excédentaire.»

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ mille huit cents Euros (1.800.- Euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg à la date figurant au commencement de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte de constitution est rédigés en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 octobre 2012. Relation: LAC/2012/51031. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147838/388.

(120194322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

ComLux Furniture Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.998.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147594/10.

(120194337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Continuous Improvement Job S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 161.508.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012147596/10.

(120194388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Cube Energy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 138.404.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 novembre 2012.

Léonie GRETHEN.

Référence de publication: 2012147597/10.

(120194690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Cube Environment S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 140.595.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 novembre 2012.

Léonie GRETHEN.

Référence de publication: 2012147598/10.

(120194691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

CAE Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 227.278.700,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 61.397.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147601/11.

(120195167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Calico Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 32.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147602/9.

(120194539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Capimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 129.897.

Réunion du Conseil d'Administration

A l'instant,

Thierry GIACOMETTI, salarié, né à Luxembourg le 20 janvier 1982, demeurant à L-3520 Dudelange, 17, rue Saint Martin, José Manuel DOS SANTOS MARTINS, ouvrier, né à Vila Nova de Famalicao (Portugal) le 12 mars 1970, demeurant à L-5650 Mondorf-les-Bains, 16, route de Remich et Giancarlo GIACOMETTI, entrepreneur, né à Gubbio (Italie) le 9 novembre 1953, demeurant à L-4201 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Lallange, administrateurs de la société CAPIMMO S. A. avec siège social à L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129 897, se sont réunis en conseil d'administration et, sur ordre du jour conforme, nomment jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social 2011, Thierry GIACOMETTI et José Manuel DOS SANTOS MARTINS, préqualifiés, administrateurs-délégués, avec pouvoir d'engager la société par leur signature individuelle. Foetz, le 28 septembre 2012.

Signé: Giacometti et Dos Santos Martins.

Enregistré à Esch/Alzette A. C., le 10 octobre 2012. Relation EAC/2012/13288. Reçu douze euros 12.

Le Receveur (signé): Santioni.

Référence de publication: 2012147606/21.

(120194673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Joh. A. Benckiser s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.354.568,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.586.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-ninth of October at 11.20 a.m.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Joh. A. Benckiser s.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of notary Maître Elvinger dated 8 November 2011, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the RCS) under number B 164.586 and having a share capital amounting to USD 6,354,568.- (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently on 9 January 2012 pursuant to a deed of Maître Elvinger published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 25 January 2012 under number 204 and on 4 July 2012 pursuant to a deed of Maître Elvinger published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 12 September 2012 under number 2272.

THERE APPEARED:

Parentes Holding SE (previous company name: Joh. A. Benckiser SE), a company incorporated under the laws of Austria, having its registered office at Rooseveltplatz 4-5/Top 10, A-1090 Vienna, Austria, registered with the Commercial Court of Vienna, under number FN 288590 y,

Dr Renate Reimann-Haas, with professional address at Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090, Vienna, Austria,

HFS s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.525,

Bansk s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.349,

Platin Investments s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg registered with the RCS under number B 165.345,

1998 Grat s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.604,

AC Revocable Trust s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.629,

Jorina s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.858,

F.A.M.P.A. s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.864,

Aliyah s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.857,

Markus Hopmann, with professional address at Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A1090, Vienna, Austria,

Joachim Creus, with professional address at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg,

- each individually a "Shareholder" or jointly the "Shareholders" -. Parentes Holding SE hereby represented by Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal; and

Dr Renate Reimann-Haas, HFS s.à r.l., Bansk s.à r.l., Platin Investments s.à r.l., 1998 Grat s.à r.l. and AC Revocable Trust s.à r.l., Jorina s.à r.l., F.A.M.P.A. s.à r.l., Aliyah s.à r.l., Markus Hopmann and Joachim Creus each hereby represented by Marin Njavro, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholders acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Amendment and restatement of Article 19.1 of the Articles such that it shall read as follows:

"Unless otherwise decided by the shareholders, the Company shall make annual distributions of 0.7% of the Company's own net asset value as at the beginning of the then current year. If, however, any share issued at the distribution date has not been fully paid in (including any contractually agreed contribution) at, or has been issued after, the beginning of that year, the distribution amount shall be 0.7% of the net asset value per share (on a LuxCo Pure basis) as at the beginning of the then current year, multiplied by the number of shares that are actually entitled to participate in that distribution. These distributions shall be made in addition to the distribution on the PPI. To the extent necessary, such distributions shall be made from reserves."

2. Amendment and restatement of Article 19.2 of the Articles such that it shall read as follows:

"If the Company resolves to make a distribution of dividends in any calendar year in excess of 0.7% of the Company's own net asset value but such that the amount of the dividend does not exceed 0.7% of the net asset value of a Virtual Pool (as may be defined from time to time) as at the beginning of the year, then the amount by which this dividend exceeds the amount of 0.7% of the net asset value of the Company's own net assets up to the amount of 0.7% of the net asset value of such Virtual Pool as at the beginning of the year shall be distributed exclusively to the holders of the Class A1 Ordinary Shares.

To the extent the Company resolves to make a distribution of dividends in any calendar year in excess of 0.7% of the net asset value of such Virtual Pool as at the beginning of the year, the amount of such excess shall be distributed in such a way that the aggregate amount of the dividends in that year is distributed in the proportion in which the shares participate or are deemed to participate in such Virtual Pool as follows:

Both the total number of outstanding shares (one Class S1 share and four Class S2 shares being counted together as one share) and the number of outstanding Class A shares shall be increased notionally by 3,458,000 with a corresponding reduction of the percentage which Class B shares and Class S shares constitute of the total share capital. The holders of Class A shares actually outstanding shall be entitled to the additional dividend resulting from the notional increase from the number of outstanding Class A shares by 3,458,000. This Article 19.2 shall cease to apply if and when there is no longer a Virtual Pool as referred to herein."

3. miscellaneous.

III. That the Shareholders have taken the following resolutions.

First resolution

The Shareholders resolve to amend and restate Article 19.1 of the Articles such that it shall read as follows:

“Unless otherwise decided by the shareholders, the Company shall make annual distributions of 0.7% of the Company’s own net asset value as at the beginning of the then current year. If, however, any share issued at the distribution date has not been fully paid in (including any contractually agreed contribution) at, or has been issued after, the beginning of that year, the distribution amount shall be 0.7% of the net asset value per share (on a LuxCo Pure basis) as at the beginning of the then current year, multiplied by the number of shares that are actually entitled to participate in that distribution. These distributions shall be made in addition to the distribution on the PPI. To the extent necessary, such distributions shall be made from reserves.”

Second resolution

The Shareholders resolve to amend and restate Article 19.2 of the Articles such that it shall read as follows:

“If the Company resolves to make a distribution of dividends in any calendar year in excess of 0.7% of the Company’s own net asset value but such that the amount of the dividend does not exceed 0.7% of the net asset value of a Virtual Pool (as may be defined from time to time) as at the beginning of the year, then the amount by which this dividend exceeds the amount of 0.7% of the net asset value of the Company’s own net assets up to the amount of 0.7% of the net asset value of such Virtual Pool as at the beginning of the year shall be distributed exclusively to the holders of the Class A1 Ordinary Shares.

To the extent the Company resolves to make a distribution of dividends in any calendar year in excess of 0.7% of the net asset value of such Virtual Pool as at the beginning of the year, the amount of such excess shall be distributed in such a way that the aggregate amount of the dividends in that year is distributed in the proportion in which the shares participate or are deemed to participate in such Virtual Pool as follows:

Both the total number of outstanding shares (one Class S1 share and four Class S2 shares being counted together as one share) and the number of outstanding Class A shares shall be increased notionally by 3,458,000 with a corresponding reduction of the percentage which Class B shares and Class S shares constitute of the total share capital. The holders of the Class A shares actually outstanding shall be entitled to the additional dividend resulting from the notional increase from the number of outstanding Class A shares by 3,458,000. This Article 19.2 shall cease to apply if and when there is no longer a Virtual Pool as referred to herein.”

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed. The meeting was closed at 11.30 a.m.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahr zweitausendzwoölf fand am 29. Oktober um 11.20 Uhr

vor Maître Joseph Elvinger, Notar in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

eine außerordentliche Hauptversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter der Joh. A. Benckiser s.à r.l. statt, einer privaten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß einer Urkunde des Notars Maître Elvinger vom 8. November 2011, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 164.586, mit einem Stammkapital von 6,354,568,--USD (die Gesellschaft). Die Satzung der Gesellschaft (die Satzung) wurde erst kürzlich am 9. Januar 2012 durch eine Urkunde von Maître Elvinger, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 25. Januar 2012 unter Nummer 204 und am 4. Juli 2012 durch eine Urkunde von Maître Elvinger, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 12. Januar 2012 unter Nummer 2272, geändert.

ES ERSCHIENEN:

Parentes Holding SE (vormaliger Firmenname: Joh. A. Benckiser SE), eine Gesellschaft nach österreichischem Recht, mit Gesellschaftssitz in Rooseveltplatz 45/Top 10, A-1090 Wien, Österreich, eingetragen beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 288590 y,

Dr. Renate Reimann-Haas mit Geschäftsadresse in Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A1090 Wien, Österreich,

HFS s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 412F, route d’Esch, L-2086 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.525,

Bansk s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.349,

Platin Investments s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.345,

1998 Grat s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.604,

AC Revocable Trust s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.629,

Jorina s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.858,

F.A.M.P.A. s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.864,

Aliyah s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.857,

Markus Hopmann, mit Geschäftsadresse in Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090, Wien, Österreich,

Joachim Creus, mit Geschäftsadresse in 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxemburg,

- jeder einzeln ein „Gesellschafter“ oder gemeinsam die „Gesellschafter“ Parentes Holding SE hier vertreten durch Sara Lecomte, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht; und Dr. Renate Reimann-Haas, HFS s.à r.l., Bansk s.à r.l., Platin Investments s.à r.l., 1998 Grat s.à r.l. und AC Revocable Trust s.à r.l., Jorina s.à r.l., F.A.M.P.A. s.à r.l., Aliyah s.à r.l., Markus Hopmann und Joachim Creus jeweils vertreten durch Marin Njavro mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmachten.

Besagte Vollmachten, welche von den Stellvertretern, handelnd für die erschienenen Parteien, und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichnenden Notar um Inkraftsetzung des Folgenden ersucht:

I. Dass die Gesellschafter alle Geschäftsanteile des Stammkapitals der Gesellschaft halten;

II. Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Änderung und Neufassung von Artikel 19.1 der Satzung, sodass er wie folgt lautet:

„Soweit die Gesellschafter nicht anders beschließen, hat die Gesellschaft

eine jährliche Dividende von 0,7% des Nettoinventarwertes der Gesellschaft zum Beginn des dann laufenden Jahres auszuschütten. Soweit jedoch Aktien zum Zeitpunkt der Ausschüttung noch nicht voll eingezahlt sind (einschließlich vertraglicher Einbringungsvereinbarungen) oder nach dem Beginn dieses Jahres ausgegeben wurden, ist der Ausschüttungsbetrag 0,7% der Nettoinventarwertes pro Aktie (auf der LuxCo Pure Basis) zum Beginn des dann laufenden Jahres, multipliziert mit der Anzahl der Aktien, die tatsächlich berechtigt sind, an der Ausschüttung teilzunehmen. Diese Ausschüttungen sind zusätzlich zur Ausschüttung auf das PPI zu tätigen. Soweit notwendig, haben solche Ausschüttungen aus den Rücklagen zu erfolgen.“

2. Änderung und Neufassung von Artikel 19.2 der Satzung, so dass er wie folgt lautet:

„Wenn die Gesellschaft beschließt, in einem Kalenderjahr eine Dividende auszuschütten, die 0,7 % des Nettoinventarwertes der Gesellschaft übersteigt, jedoch nicht 0,7% des Nettoinventarwertes des Virtual Pools (wie von Zeit zu Zeit definiert) zum Jahresbeginn, wird der Betrag, durch welchen diese Ausschüttung den Betrag von 0,7 % des Nettoinventarwertes des gesellschaftseigenen Vermögens bis zu einer Höhe von 0,7% des Nettoinventarwertes dieses Virtual Pools zum Jahresbeginn, ausschließlich an die Aktionäre von Klasse A1 Aktien ausgeschüttet.

Soweit die Gesellschaft beschließt, in einem Kalenderjahr eine Dividende auszuschütten, die 0,7 % des Nettoinventarwertes dieses Virtual Pools zum Jahresbeginn übersteigt, wird der übersteigende Betrag in der Weise verteilt, dass der Gesamtbetrag der Ausschüttungen in diesem Jahr in dem Verhältnis ausgeschüttet wird, in welchem die Aktien an diesem Virtual Pool partizipieren bzw. partizipieren sollen:

Sowohl die gesamte Anzahl von ausgegebenen Aktien (eine Klasse S1 Aktie und vier Klasse S2 Aktien werden zählen zusammen als eine Aktie) als auch die Anzahl von ausgegebenen Klasse A Aktien wird fiktiv um 3.458.000 erhöht, mit einer entsprechenden Reduzierung des Prozentanteils der Klasse B und Klasse S Aktien am gesamten Aktienkapital. Die Inhaber von tatsächlich ausgegebenen Klasse A Aktien sind berechtigt, die zusätzlichen Dividenden, die aus der fiktiven

Erhöhung der Anzahl von ausgegebenen Klasse A Aktien um 3.458.000 resultieren, zu erhalten. Dieser Artikel 19.2 findet keine Anwendung mehr, wenn und sobald der hier in Bezug genommene Virtual Pool nicht mehr existiert.“

3. Verschiedenes.

III. Dass die Gesellschafter die nachstehenden Beschlüsse gefasst haben.

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, Artikel 19.1 der Satzung zu ändern und neu zu fassen, so dass er wie folgt lautet:

„Soweit die Gesellschafter nicht anders beschließen, hat die Gesellschaft eine jährliche Dividende von 0,7% des Nettoinventarwertes der Gesellschaft zum Beginn des dann laufenden Jahres auszuschütten. Soweit jedoch Aktien zum Zeitpunkt der Ausschüttung noch nicht voll eingezahlt sind (einschließlich vertraglicher Einbringungsvereinbarungen) oder nach dem Beginn dieses Jahres ausgegeben wurden, ist der Ausschüttungsbetrag 0,7% der Nettoinventarwertes pro Aktie (auf der LuxCo Pure Basis) zum Beginn des dann laufenden Jahres, multipliziert mit der Anzahl der Aktien, die tatsächlich berechtigt sind, an der Ausschüttung teilzunehmen. Diese Ausschüttungen sind zusätzlich zur Ausschüttung auf das PPI zu tätigen. Soweit notwendig, haben solche Ausschüttungen aus den Rücklagen zu erfolgen.“

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, Artikel 19.2 der Satzung zu ändern und neu zu fassen, so dass er wie folgt lautet:

„Wenn die Gesellschaft beschließt, in einem Kalenderjahr eine Dividende auszuschütten, die 0,7 % des Nettoinventarwertes der Gesellschaft übersteigt, jedoch nicht 0,7% des Nettoinventarwertes des Virtual Pools (wie von Zeit zu Zeit definiert) zum Jahresbeginn, wird der Betrag, durch welchen diese Ausschüttung den Betrag von 0,7 % des Nettoinventarwertes des gesellschaftseigenen Vermögens bis zu einer Höhe von 0,7% des Nettoinventarwertes dieses Virtual Pools zum Jahresbeginn, ausschließlich an die Aktionäre von Klasse A1 Aktien ausgeschüttet.

Soweit die Gesellschaft beschließt, in einem Kalenderjahr eine Dividende auszuschütten, die 0,7 % des Nettoinventarwertes dieses Virtual Pools zum Jahresbeginn übersteigt, wird der übersteigende Betrag in der Weise verteilt, dass der Gesamtbetrag der Ausschüttungen in diesem Jahr in dem Verhältnis ausgeschüttet wird, in welchem die Aktien an diesem Virtual Pool partizipieren bzw. partizipieren sollen:

Sowohl die gesamte Anzahl von ausgegebenen Aktien (eine Klasse S1 Aktie und vier Klasse S2 Aktien werden zählen zusammen als eine Aktie) als auch die Anzahl von ausgegebenen Klasse A Aktien wird fiktiv um 3.458.000 erhöht, mit einer entsprechenden Reduzierung des Prozentanteils der Klasse B und Klasse S Aktien am gesamten Aktienkapital. Die Inhaber von tatsächlich ausgegebenen Klasse A Aktien sind berechtigt, die zusätzlichen Dividenden, die aus der fiktiven Erhöhung der Anzahl von ausgegebenen Klasse A Aktien um 3.458.000 resultieren, zu erhalten. Dieser Artikel 19.2 findet keine Anwendung mehr, wenn und sobald der hier in Bezug genommene Virtual Pool nicht mehr existiert.“

Veranschlagung der Kosten

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Abgaben gleich welcher Art, die von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ca. ein tausend Euro (1.000,- EUR) veranschlagt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der des Englischen aktiv und passiv mächtig ist, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Parteien in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Wunsch derselben erschienenen Parteien ist bei Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Wortlaut die englische Fassung maßgebend.

Urkundlich dessen wird die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem eingangs angegebenen Datum errichtet.

Nachdem das Dokument den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen worden war, unterzeichneten die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien gemeinsam mit mir, dem Notar, die vorliegende Originalurkunde. Die Versammlung wurde um 11.30 Uhr geschlossen.

Signé: DR R. REIMANN-HAAS, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 31 octobre 2012. Relation: LAC/2012/51282. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 19 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147795/245.

(120194440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

CBHM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5887 Alzingen, 427, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 112.447.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2012.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2012147611/11.

(120194976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Capital International Emerging Markets Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 33.347.

Les comptes annuels au 30 Juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147608/9.

(120195108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Capimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 129.897.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012147607/10.

(120194952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Capital International Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 41.479.

Les comptes annuels au 30 Juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147609/9.

(120195109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Cappuccino Diekirch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9255 Diekirch, 4, place de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 157.341.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147610/9.

(120195120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

CC Holdco (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.268.225,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 114.337.

Extrait rectificatif du dépôt n° L120192966 daté du 09/11/2012

Il convient de noter que M. Ivo Hemelraad a démissionné de son poste de gérant B de la Société et que M. Kees-Jan Avis a été nommé nouveau gérant B de la Société suite aux décisions prises par les associés de la Société en date du 9 novembre 2012 et non en date du 8 octobre 2012.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147612/14.

(120194940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Cebtimo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 51.703.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 juin 1995, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 495 du 29 septembre 1995.
- Modifiée à plusieurs reprises et pour la dernière fois en date du 07 octobre 2004 pardevant le même notaire, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 1325 du 29 décembre 2004.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg en date du 8 novembre 2012 que la décision suivante a été prise à l'unanimité des voix:

- A été nommée jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Conseil d'administration

- Mademoiselle Barbara FABER, Professeur de Lettres, demeurant 21, rue de Beggen, L-1221 Luxembourg, administrateur.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Pour la société CEBTIMO S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2012147613/20.

(120194863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Cebtimo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 51.703.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 juin 1995, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 495 du 29 septembre 1995.
- Modifiée à plusieurs reprises et pour la dernière fois en date du 07 octobre 2004 pardevant le même notaire, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 1325 du 29 décembre 2004.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue à Luxembourg en date du 3 septembre 2012 que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

- Ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018, les mandats suivants:

Conseil d'administration

- Monsieur Claude FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 LUXEMBOURG, 15, boulevard Roosevelt, président et administrateur;

- Madame Elisabeth ODENHAUSEN, professeur, demeurant à L-8268 MAMER, 84 rue Tossenber, administrateur;

- Monsieur Jean FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 LUXEMBOURG, 15, boulevard Roosevelt, administrateur.

- Monsieur Tobias FABER, gestionnaire de sociétés, demeurant à CH-6926 COLLINA D'ORO (SUISSE), Via Minigera 48A, administrateur.

Commissaire aux comptes

- Monsieur Didier KIRSCH, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 LUXEMBOURG, 15, boulevard Roosevelt, commissaire aux comptes.

Luxembourg, le 12 novembre 2012.

Pour la société CEBTIMO S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2012147614/28.

(120194863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

LBC II Goodwater Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 172.605.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the fifth of November.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) with a variable share capital, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, section B, under number 106.232 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Ms Flora Gibert, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given by the Sole Shareholder on November 5th, 2012.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. There is formed a private limited liability company, which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 16 the exceptional rules applying to one member companies.

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliates).

In general, the Company may carry out any financial, commercial, industrial, personal or real estate transactions, take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes or which are liable to promote their development or extension.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds or any other instruments which may be convertible.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name «LBC II Goodwater Holdings S.à r.l.».

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the same municipality by simple decision of the Manager or in case of plurality of Managers, by a decision of the board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500.-) represented by five hundred (500) shares of twenty-five Euros (€ 25) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a Board of Managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be dismissed ad nutum.

Art. 13. In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of two Managers.

Art. 14. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his powers to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

In case of plurality of managers, the board of managers may elect a secretary from among its members.

In case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

In case of plurality of managers, a manager may be represented by another member of the board of managers, and a member of the board of managers may represent several managers.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented..

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager(s) showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

Art. 15. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

Art. 16. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 17. The Company's accounting year starts on the first of January of each year and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 18. At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Board of Managers (or the sole manager) prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

Art. 20. At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first of December 2013.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, LBREP II Europe S.à r.l, SICAR, prenamed, declared to subscribe for the five hundred (500) shares and have them fully paid up in nominal value by contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-)

The amount of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500.-) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand three hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

1) The sole shareholder resolves to appoint the following persons as managers of the Company for an unlimited period of time:

Managers:

- Mr. Norbert Porcsin, Company Director, born on January 14th, 1981 in Budapest (Hungary), with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mr. Simon Parr Mackintosh, Company Director, born on August 31st, 1973 in Nottingham (United Kingdom), with professional address at Berkeley Square House, Berkeley Square, London W1J 6BR United Kingdom.

- Mr. Rodolpho Amboss, Company Director, born on May 10th, 1963 in Cachoeiro de Itapemirim, E.S. (Brazil), with professional address at 1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, United States of America.

The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of two Managers.

2) The sole shareholder resolves to fix the address of the Company at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le cinq novembre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, qualifiée de Société d'Investissement en Capital A Risque, («SICAR»), ayant son siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 106.232 («l'Associé unique»),

ici représenté par Madame Flora Gibert, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée par l'Associé unique le 5 novembre 2012.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une Société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 16, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société peut réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle peut (par voie de prêts, avances, cautionnement, sûretés ou autres) accorder tout concours aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation, ou bien qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou filiales).

En général, la Société pourra également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, et prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations ou d'autres instruments qui pourront être convertibles.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination «LBC II Goodwater Holdings S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euro (€ 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (€ 25) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 16 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit pour son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un Conseil de Gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Art. 13. Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux Gérants.

Art. 14. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut subdéléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

En cas de pluralité de gérants, un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, un gérant peut en représenter un autre au conseil de gérance, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call par téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le(s) gérant(s) duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant (ou le Conseil de Gérance) prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 19. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un décembre 2013.

142455

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, LBREP II Europe S.à r.l., SICAR précité, déclare souscrire cinq cents (500) parts sociales et les libérer entièrement en valeur nominale par un apport en numéraire de douze mille cinq cents Euro (€ 12.500,-).

Un montant de douze mille cinq cents Euro (€ 12.500,-) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents Euros.

Décision de l'associé unique

1. L'associé unique décide de nommer les personnes suivantes en leur qualité respective de gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Norbert Porcsin, administrateur de sociétés, né le 14 janvier 1981 à Budapest (Hongrie), avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- Monsieur Simon Parr Mackintosh, administrateur de sociétés, né le 31 août 1973 à Nottingham (Royaume Uni), avec adresse professionnelle au Berkeley Square House, Berkeley Square, Londres W1J 6BR Royaume-Uni.

- Monsieur Rodolpho Amboss, Directeur Financier, né le 10 mai 1963 à Cachoeiro de Itapemirim, E.S. (Brésil), avec adresse professionnelle à 1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, Etats-Unis d'Amérique;

La Société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux Gérants.

2. L'associé unique décide de fixer l'adresse du siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signe: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 novembre 2012. Relation: LAC/2012/52144. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147822/299.

(120194601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

ITP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1870 Luxembourg, 68, Kohlenberg.

R.C.S. Luxembourg B 67.219.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147792/9.

(120194323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

IVG Cannon Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 171.559.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. November 2012.
Für gleichlautende Abschrift
Für die Gesellschaft
Maître Carlo WERSANDT
Notar

Référence de publication: 2012147794/14.

(120194325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Joh. A. Benckiser s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 164.586.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65247 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147796/10.

(120195088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Jutland Retail, Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 137.732.

Avec effet au 3 mai 2012, Fiduciaire Patrick Sganzerla, Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 96.848, annule sa démission au poste de commissaire.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale devant se tenir en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012147797/15.

(120195003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

JC International Distribution Services GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 157.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012147798/9.

(120194546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

JF Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 149.272.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147799/10.

(120194865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Karabula Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 172.611.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve.

On the twenty-eighth day of September.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, Grand- Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Cornelius BECHTEL, manager, born in Emmerich, on the 11th of March 1968, residing professionally at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg,

here represented by Mr Max MAYER, employee, with professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

the said proxy, initialed ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing attorney, acting as said before, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company, ("société à responsabilité limitée"), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "Karabula Investments S.à r.l."

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect itself against credit risk, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which directly or indirectly favour or relate to its corporate object.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the sole manager or the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the sole manager or the board of managers. Where the sole manager or the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at one hundred thousand Euro (100,000.- EUR) represented by:

- 12,500 (twelve thousand five hundred) Class A share-quotas

- 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class B share-quotas

- 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class C share-quotas
 - 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class D share-quotas
 - 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class E share-quotas
 - 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class F share-quotas
 - 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class G share-quotas
 - 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class H share-quotas
 - 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class I share-quotas
 - 8,750 (eight thousand seven hundred and fifty) Class J share-quotas
- having each a par value of one Euro (1.- EUR).

When and as long as all the share-quotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Management of the Company is authorised and empowered to repurchase Share-quotas. The price of each Share-quota is valued by the calculation of the fair market value of the Company, based on an interim Balancesheet, which cannot be older the 60 (sixty) days.

The repurchased share-quotas shall be cancelled and the corporate capital reduced proportionally.

Art. 7. The share-quotas are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share-quota. If a share-quota is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share-quota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor.

Nevertheless, the voting rights attached to the share-quotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of share-quotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of share-quotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the share-quotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a pre-emption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised pre-emption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the pre-emption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five per cent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the share-quotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Subscription and Payment

The Articles thus having been established, all the share-quotas have been subscribed by the sole shareholder, represented as stated above, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of one hundred thousand Euro (100,000.- EUR) for the corporate capital is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Transitory disposition

The first fiscal year will begin now and will end on December 31st, 2013.

Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately EUR 1,250.-.

Resolutions of the partners

Immediately after the incorporation of the Company, the partners of the Company, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as managers for an undetermined period:

Mr Cornelius BECHTEL, manager, born in Emmerich, on the 11th of March 1968, residing professionally at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Mr Sinan SAR, employee, born in Luxembourg, on 5 June 1980, residing professionally in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Up to an amount of EUR 5,000.- (five thousand Euro) the Company shall be bound by the single signature of each Manager. Over this limit the Company is validly bound in any circumstances by the joint signature of the two (2) managers.

Second resolution

The address of the registered office of the company is established at 5, avenue Gaston Diderich in L-1420 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the attorney, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same attorney and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the latter signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-huit septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Cornelius BECHTEL, Manager, né à Emmerich, le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg

ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, rédigée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte et soumise en même temps aux formalités d'enregistrement.

Laquelle partie comparante a, par son mandataire, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «Karabula Investments S.à r.l.».

Art. 3. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts et les émissions de titres de créance ou de titres de participation à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société n'effectuera aucune activité réglementée du secteur financier.

La Société peut en règle générale employer toutes les techniques et instruments en relation avec ses investissements pour leur gestion efficace, y compris les techniques et instruments conçus pour sa protection contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut en règle générale effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du gérant unique ou du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par résolution du gérant unique ou du conseil de gérance. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des

développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à cent mille Euros (100.000,- EUR), représenté par:

- 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de catégorie A
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie B
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie C
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie D
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie E
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie F
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie G
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie H
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie I
 - 8.750 (huit mille sept cent cinquante) parts sociales de catégorie J
- ayant chacune une valeur nominale d'un euro (1,- EUR).

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Gérance de la Société est autorisée et mandatée à racheter les Parts sociales. Le prix de chaque part sera évalué et calculé sur base de la valeur nette de la Société, sur base d'un bilan intérimaire, qui date de moins de 60 (soixante) jours.

Les parts sociales rachetées seront annulées et le capital social en sera réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 21. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites par l'associé unique représenté comme indiqué ci-dessus, et libérées entièrement moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de cent mille euros (100.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2013.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ 1.250,- EUR.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associées de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

Monsieur Cornelius BECHTEL, Manager, né à Emmerich, le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg.

Monsieur Sinan SAR, employé, né à Luxembourg, le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg.

Jusqu'à un engagement de 5.000,- EUR (cinq mille euros), la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de chacun des gérants. Au-delà de ce montant la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux (2) gérants.

Deuxième résolution

L'adresse du siège social de la société est établie au 5, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande du mandataire, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 octobre 2012. Relation GRE/2012/3685. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 novembre 2012.

Référence de publication: 2012147801/344.

(120194740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Kronen Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.352.

Je vous informe que j'ai décidé de démissionner de mon poste d'Administrateur de votre société KRONEN INVESTMENTS S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113.352 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 26 septembre 2012.

CARDALE OVERSEAS INC.

Référence de publication: 2012147803/11.

(120195024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Kronen Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.352.

Je vous informe que j'ai décidé de démissionner de mon poste d'Administrateur de votre société KRONEN INVESTMENTS S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113.352 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 26 septembre 2012.

KELWOOD INVESTMENTS LTD

Référence de publication: 2012147804/11.

(120195024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Egerton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 106.369.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale

En date du 18 Octobre 2012, l'Assemblée générale a accepté la démission de Monsieur Xavier Likin, en tant que gérant avec effet immédiat. A cette même date, l'Assemblée a décidé de nommer Monsieur John Mansvelt, né le 28 Septembre 1974 à Etterbeek, Belgique, résidant professionnellement au 24, Avenue Marnix, 1000 Bruxelles, Belgique en tant que gérant de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin lors de la tenue de l'Assemblée générale approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012. A cette même date, l'Assemblée générale a décidé de renouveler le mandat de Monsieur Ian GALLIENE, résidant au 17, Allée des Peupliers, 6280 Gerpinnes, Belgique, en tant que gérant de la Société, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2012.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012147674/20.

(120194283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Churchgate Capital SCA-SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 165.568.

Il résulte d'une décision prise par le conseil de gérance en date du 9 juillet 2012 que le siège social du fonds a été transféré du 11, boulevard de la Foire au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 26 avril 2012.

L'adresse de l'actionnaire gérant commandité est transférée au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg à la même date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012147625/16.

(120194403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.

DCG S.A., Dominion Corporate Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 144.617.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 31 octobre 2012

Lors de la réunion du conseil d'administration de la Société, tenue le 31 octobre 2012, il a été décidé:

- De renouveler le mandat de Madame Daniela Klasén-Martin en tant que déléguée à la gestion journalière de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
- De renouveler le mandat de Madame Anna D'Alimonte en tant que déléguée à la gestion journalière de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Luxembourg, le 13 novembre 2012.

Anna D'Alimonte

Administrateur

Référence de publication: 2012147644/16.

(120195113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2012.